

notice analytique – travail personnel

diplôme universitaire «espaces communs»

auteur / autrice: thomas prudon

titre: la commune et les situs. contribution à une «culture des précédents»

date de soutenance: 29.03.24

tuteur/ice: elsa buet

collation:

nombre de pages: 13

nombre d'annexes: 0

nombre de références bibliographiques: 17

mots clés analytiques: #commun #autonomie #art #récit

résumé (800 signes espaces compris)

Ce mémoire cherche à s'inscrire dans ce que David Vercauteren appelle une «culture des précédents», en montrant que nos expériences actuelles portent l'héritage d'organisations émancipatrices, subversives et solidaires passées, de manière parfois latente. C'est une histoire à double titre, entre recherche historique et mise en récit.

Une histoire subjective donc, en deux jalons: la Commune de Paris de 1871 et les situationnistes des années 1960. Ces deux événements se répondent et participent à une réflexion sur les moyens de l'émancipation et de ce qui s'y oppose, sur l'intégration de l'art à la vie quotidienne et sur l'importance de s'approprier des espaces.

la commune et les « situs »

contribution à une
« culture des précédents »

avant de commencer

La recherche étant un espace situé, quelques mots pour dire d'où je parle. J'ai travaillé en tant qu'architecte dans diverses agences ces six dernières années, tant sur des projets publics que privés, de logement que d'équipement public. Un malaise progressif s'est emparé de moi au fil de ma pratique de l'architecture, tant les pratiques dominantes de la production de l'espace et de la ville ne sont des processus ni démocratiques ni écologiques.

Les sciences humaines et sociales, notamment les courants technocritiques et la géographie critique, qui m'aident à comprendre les processus de production de l'espace, urbain principalement, ont été mes portes d'entrée vers les notions de commun, d'éducation populaire, d'autonomie et d'anti-utilitarisme que l'on retrouve dans les espaces communs qui jalonnent ce diplôme universitaire.

Ce qui m'intéresse dans ces espaces, c'est que les collectifs qui les organisent inventent d'autres manières de produire, d'entrer en relation, qui font mentir toute volonté hégémonique d'un «il n'y a pas d'alternative». Ils font entrevoir que d'autres mondes, plus solidaires et écologiques, plus joyeux et libres, sont possibles, et que plusieurs mondes peuvent cohabiter ensemble. N'étant pas impliqué dans ces lieux et les collectifs qui les font vivre, ma contribution au «pot commun» de la connaissance du DU tient surtout du regard extérieur, nourri par les livres et les discussions et expériences vécues avec toutes les participant.es et intervenant.es du DU.

sommaire

avant de commencer	3
introduction	5
_le squat, la base	5
_pour une «culture des précédents»	5
_programme	6
la commune de paris	7
_clubs et cafés-concerts, des lieux festifs et politiques	7
_luxe communal, l'égalité radicale au fondement des droits culturels	8
le situationnisme	10
_politique des groupes	10
_henri lefebvre, intellectuel (presque) situationniste	11
conclusion	12
bibliographie	13

introduction

Le squat, la base

Lors de la session immersive de Genève auprès de la coopérative Ressources Urbaines, qui avait pour thème «la scène post-squat genevoise», j'ai été marqué par l'influence que cette contre-culture des années 80-90 avait encore sur toute une génération, qui a grandi dans ces années-là et se retrouve maintenant dans différents postes du champ de l'occupation artistique, légale et temporaire d'espaces vacants. Ces personnes se retrouvent maintenant dans les collectifs d'artistes, dans des postes administratifs, politiques et financiers, cette **culture commune** amenant une relative acculturation des institutions.

Bien que les lieux porteurs de (et portés par) cette scène –les squats– ont presque entièrement disparu au tournant des années 2000, balayés par le retour d'une politique conservatrice et la profitabilité retrouvée du marché immobilier, les acteurs de la scène squat continuent à partager cette culture commune et s'y réfèrent explicitement comme un facteur de cohésion, de confiance mutuelle, dans ce contexte «post-squat». Il me semblait qu'il y avait dans cette formation d'une culture commune une force de subversion des pratiques dominantes: nourrie par des mouvements contestataires, émergeant grâce à un rapport de force favorable, ces contre-cultures s'organisent par l'occupation d'espaces, qu'elles créent et dans lesquelles elles vivent de manière relativement autonome. Cette autonomie, le fait de déployer ses propres règles dans l'espace et le temps, participe à une subversion des modes de vie dominants. Lorsque le rapport de force s'inverse et que les espaces porteurs de l'autonomie disparaissent (les squats, les zad, les Communes), l'enjeu est alors de transmettre cette culture, en attendant un nouveau rapport de force favorable à l'émergence de nouveaux espaces communs.

Au fil des sessions immersives, il est apparu que la manière dont la coopérative Ressources Urbaines se racontait, comme héritière d'une culture dont les lieux d'ancrage ont disparu, était plutôt l'exception que la règle. Beaucoup de lieux se racontent à partir de leur fondation ou de la fondation des collectifs qui les portent, racontent leurs actions et parlent finalement très peu de leur héritage culturel, tant en termes de pratiques que d'idées. Il est pourtant clair que, de manière consciente ou latente, les positions éthiques et les pratiques des collectifs actuels doivent beaucoup aux mouvements qui les ont précédés.

Je tiens à nuancer toutefois ce constat par deux éléments. Premièrement, nous ne demandions pas aux collectifs de nous faire leur généalogie intellectuelle et pratique, mais de nous raconter leurs lieux et ce qu'ils y faisaient. De plus, les références à l'éducation populaire et l'inscription dans le champ de l'économie sociale et solidaire était assez régulier. Deuxièmement, nous avons eu au cours des sessions des présentations du contexte culturel dans lequel s'inscrivaient les espaces communs, la plupart du temps par des personnes extérieures à ces lieux et au croisement entre les champs politique, artistique et universitaire.

Pour une «culture des précédents»

Tenu par la conviction que nos collectifs actuels ont beaucoup à gagner en tirant les fils de nos cultures et expériences passées, l'objectif de ce mémoire est de contribuer à ce que David Vercauteren a appelé une «**culture des précédents**»¹:

«nous avons besoin d'une culture des précédents non seulement pour les savoirs qui pourraient la composer mais aussi pour la respiration, pour le dehors qu'elle serait susceptible de nous offrir: nous ne serions plus seuls au monde. De l'élan nous entrerait alors dans les plumes: on se sentirait précédé, inscrit dans une histoire qui pourrait nous rendre plus fort.»²

La force du discours dominant, qui martèle qu'il n'y a pas d'alternative et soutient cette assertion de tout le poids de ses institutions, peut décourager bien des collectifs désirant, justement, des mondes alternatifs. La culture des précédents, par la transmission toujours renouvelée de ces expériences alternatives, montrent que d'autres mondes sont possibles et contredisent la culture dominante. Dans son ouvrage *L'art de conter nos expériences collectives*, Benjamin Roux voit «la culture des précédents comme un enjeu de construction de nouvelles sociétés»³, et comme un moyen de faire émerger une certaine conscience de classe, une conscience de nos intérêts communs.

Ce mémoire cherche à présenter deux jalons de cette culture des précédents, et de montrer en quoi ils nourrissent encore maintenant nos expériences collectives, quand bien même serait-ce de manière latente. Ce sont deux jalons parmi d'autres, un choix subjectif: cette culture des précédents c'est aussi une histoire qu'on se choisit, entre recherche historique et mise en récit de nos pratiques. Ces deux moments, c'est la **Commune de Paris de 1871** et le **situationnisme**. Ce sont deux moments révolutionnaires, deux éruptions qui couvaient depuis longtemps, deux moments proprement subversifs qui ébranlèrent, pour un temps, l'ordre dominant.

C'est aussi une invitation à chercher dans d'autres expériences précédentes celles que les collectifs actuels souhaitent faire vivre, des communes rurales autogérées de l'Aragon en 1936 au zapatistes du Chiapas dans les années 90, du camp écoféministe de femmes pour la paix de Greenham Common entre 1981 et 2000 au «théâtre guérilla» des Diggers de San Francisco dans les années 60, et bien d'autres.

1 David VERCAUTEREN, *Micropolitiques des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*, Éditions Amsterdam, 2018

2 David VERCAUTEREN, *op. cit.* p.12

3 Benjamin ROUX, *L'art de conter nos expériences collectives*, Éditions du Commun, 2018, p.15

Programme

La première partie se focalisera sur la **Commune de Paris**. Nous y verrons comment la conviction d'une égalité radicale des intelligences a inspiré la notion de luxe communal et a infusé dans l'éducation populaire, comment les lieux festifs sont également devenus des lieux de politisation populaire, et comment ces expériences ont façonné un répertoire de pratiques encore vivantes aujourd'hui.

L'un des exemples qui me laisse penser que cette histoire peut être utile, c'est un témoignage de l'autrice Kristin Ross à propos de la zad de Notre-Dame-des-Landes, dans laquelle elle fit une intervention en 2016 au sujet du luxe communal :

«Certains des occupants, à ce point de leur histoire - un temps de renouvellement et d'expérimentation prolongés quelques années après le violent assaut du gouvernement contre la zad en 2012 -, étaient engagés dans une recherche consciente de modèles qui pourraient les aider à perpétuer une vie délibérément à l'écart du monde organisé par l'État et la finance. Certains s'étaient tournés vers le Chiapas et les zapatistes en quête d'idées pratiques tandis que d'autres avaient remonté le temps, notamment jusqu'à la Commune de Paris comme une sorte d'«archive utilisable».»⁴

La seconde partie tournera autour de l'**Internationale situationniste**, composée des enfants terribles des mouvements contestataires qui nourrirent mai 68 et qui devint «du plus politique des mouvements artistiques le plus artistique des mouvements politiques»⁵. Les situationnistes ont participé au bouillonnement très inventif des contre-cultures dans les années 1960-1970. Nous verrons également avec le philosophe Henri Lefebvre comment leur focalisation sur la vie quotidienne, l'utilisation de l'art à des fins politiques et l'importance de l'appropriation de l'espace dans leurs pratiques résonne avec ce qui se joue dans les espaces communs actuels.



Jacques Tardi, *Le Cri du peuple*, Casterman, 2021
D'après le roman éponyme de Jean Vautrin, sur la Commune de Paris



René Viénet, *La dialectique peut-elle casser des briques?*, 1973

Détournement d'un film hongkongais, utilisant l'humour et les arts populaires pour transmettre les messages politiques du situationnisme

⁴ Kristin ROSS, *La forme-Commune*, La Fabrique, Paris, 2023, p.80-81

⁵ Laurent CHOLLET, *L'insurrection situationniste*, Éditions Dagorno, Paris, 2000, p.84, cité in Patrick MARCOLINI, *Le mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*, Éditions L'Échappée, Paris, 2013, p.10

La commune de paris

« La plus grande mesure sociale de la Commune était sa propre existence en acte. »

Karl MARX, in Henri LEFEBVRE, *La Proclamation de la Commune*, La Fabrique, 2018, p.354

chronologie succincte de la commune

Juin 1868: face à la difficulté qu'il rencontre à juguler le désir de liberté d'expression de la population, le pouvoir impérial vote le 6 juin une loi sur la liberté de réunion. La classe ouvrière, qui n'a pas le droit pour autant de s'organiser, utilise les tiers-lieux que représentent les cafés-concerts, salles de bal, de concert ou les théâtres pour organiser des réunions publiques.

Septembre 1870: à peine deux mois après la déclaration de guerre de la France à la Prusse, Napoléon III capitule à Sedan le 2. Le 4 septembre, la Troisième République est proclamée. La guerre avec la Prusse continue, Paris est assiégée le 17 septembre.

Octobre 1870: Tentative insurrectionnelle menée par Auguste Blanqui à Paris le 31 octobre, qui échouera. En fuite, il sera retrouvé et emprisonné le 17 mars 1871 et ne pourra participer à la Commune, bien qu'il conserve une grande influence parmi la classe ouvrière.

Janvier 1871: les troupes prussiennes bombardent Paris. L'hiver 1870-1871 est rude, les classes populaires sont affamées. Face à l'inaction du gouvernement provisoire, la population mécontente multiplie les manifestations et appelle Paris à se constituer en Commune, en référence à la Commune insurrectionnelle de Paris de 1789, puis 1792. Les manifestations sont durement réprimées, les tensions s'exacerbent entre le gouvernement de Thiers et la population parisienne.

1er mars 1871: Après la signature du traité de paix fin janvier à Versailles, les troupes prussiennes défilent sur les Champs-Élysées.

La Commune de Paris de 1871 est un moment révolutionnaire dont l'existence, bien que brève, fut la preuve qu'une organisation libertaire et internationaliste, démocratique et solidaire, était possible comme alternative à un État aristocratique et bourgeois. Elle a profondément marqué la geste révolutionnaire, que l'on songe aux Communes de Lyon, Marseille ou Narbonne en 1871, au communisme de conseils de la Révolution d'Octobre 1917, aux centaines de collectivités rurales communistes-libertaires en Aragon et Catalogne en 1936, à la Commune de Shanghai en 1967 menée par des étudiant.es ayant pris à la lettre la Révolution Culturelle, ou bien encore à celle de Nantes en 1968, où une alliance entre organisations étudiantes, ouvrières et paysannes ont administré *de facto* la ville pendant l'intranquille mois de mai 68.

C'est aussi une ressource historique mobilisable pour les espaces communs: la politisation y fut étroitement liée à la fête dans des lieux culturels, l'ambition d'un «luxe communal» fit de l'art une pratique ouverte à toutes et à tous, la valeur d'usage y fut préférée au droit de propriété via la réquisition des ateliers et des logements vacants, l'éducation comme moyen d'émancipation collectif, obligatoire, laïque et ouverte à toutes et à tous, y fut décrétee des années avant que la République – qui avait détruit la Commune – ne l'instaure en 1881-1882. C'est par ces différents axes que nous allons l'aborder. Pour ne pas encombrer le texte de trop de considérations historiques, une chronologie de la Commune se déroule dans l'encadré à gauche.

Clubs et cafés-concerts, des lieux festifs et politiques

L'omniprésence des clubs, comités et autres coopératives qui maillent l'espace d'un dense réseau d'organisations décentralisées et populaires, ne date pas de la Commune. De 1789 à 1871, la volonté d'organisation politique des classes populaires et de la petite bourgeoisie entre en tension avec les régimes impériaux (1804-1815, 1852-1870) et monarchiques (1815-1830, 1830-1848), «pleinement conscients du potentiel subversif des lieux de rencontre informels, ce qui les pousse à les décourager»⁶. En 1848, les journées insurrectionnelles débutent lorsque les «banquets», événements festifs prétextes à de larges réunions politiques, sont annulés par le pouvoir⁷. Vingt ans plus tard, le Second Empire affaibli vote des lois de libéralisation politique avec l'objectif d'apaiser le mouvement ouvrier: loi sur la presse du 11 mai 1868, loi sur la liberté de réunion le 6 juin 1868. C'est un échec, les organisations ouvrières profitent de cette ouverture pour tenir de larges meetings dans les seuls grands lieux qui leur soient accessibles à Paris: les cafés-concerts, bals, théâtres ou encore marchands de vin sont des établissements à la fois vastes (1800 places pour le Vauxhall, jusqu'à 6000 pour les Folies Belleville) et abordables pour les classes populaires et la petite bourgeoisie.

Comme le montre Alain Faure dans un ouvrage collectif consacré à ces réunions publiques, ces réunions sont intégrées à la vie quotidienne des quartiers: les établissements consolident leur modèle économique en louant leurs espaces aux comités organisant les réunions, qui accueillent un public local d'«employés et petit-bourgeois les soirs de semaine, ouvriers en rupture d'atelier le lundi, familles entières les dimanches et jours de fête» qui financent les réunions à prix libre. De plus, les publics des jours de fête et ceux des jours de réunion peuvent se confondre: «surtout chez les jeunes, divertissement et politique ne s'excluaient point [...] autant amateurs de réunions publiques que fins danseurs»⁸. Espaces populaires de politisation et de fête, les réunions publiques tenues dans les salles de bal diffusèrent les idées fédéralistes et anarchistes

⁶ Antoine BURRET, *Nos tiers-Lieux*, FYP Editions, Paris, 2023, p.32.

⁷ Voir à ce sujet l'ouvrage de Maurizio GRIBAUDI et Michèle RIOT-SARCEY, *1848, La révolution oubliée*, La Découverte, 2009, pp. 18 à 26. Devant le manque de perspectives politiques offertes par l'Assemblée s'organisent des banquets, lieux de revendications politiques où l'on porte des toasts «au suffrage universel» ou encore à l'«abolition de la misère par le travail»

⁸ Alain DALOTEL, Alain FAURE, Jean-Claude FREIERMUTH, *Aux origines de la Commune. Le mouvement des réunions publiques à Paris. 1868-1870*, Éditions François Maspero, 1980, p.44

10 mars 1871: L'Assemblée est transférée à Versailles. L'abolition du moratoire sur les loyers, ainsi que la suppression de la solde des gardes nationaux (milice populaire, souvent l'une des seules sources de revenus pour des ouvriers dont le taux de chômage atteint des sommets durant ces mois de siège), exacerbent encore les tensions.

18 mars 1871: L'échec de la prise des canons parisiens stationnés à Montmartre par l'armée versaillaise, en pleine nuit, conduit au repli du gouvernement à Versailles. L'«affaire des canons» est prise comme point de départ des événements de la Commune.

26 mars 1871: Proclamation de la Commune, qui déclare son indépendance vis-à-vis du gouvernement et son autonomie. Elle exhorte les autres villes à s'organiser en communes indépendantes et à se fédérer, selon un principe proche des idées de Proudhon. Des tentatives de conciliation avec le pouvoir versaillais sont tentées mais n'aboutiront jamais.

Avril 1871: militairement, des conflits éclatent pour le contrôle des forts et des villes entourant Paris. Socialement, la Commune se met très vite au travail: les ateliers et usines inoccupées sont réquisitionnées, de même que les logements vacants, pour continuer à produire et à se loger. La fédération des artistes réfléchit à des manières de «régénérer l'art» et à le sortir de sa tutelle étatique.

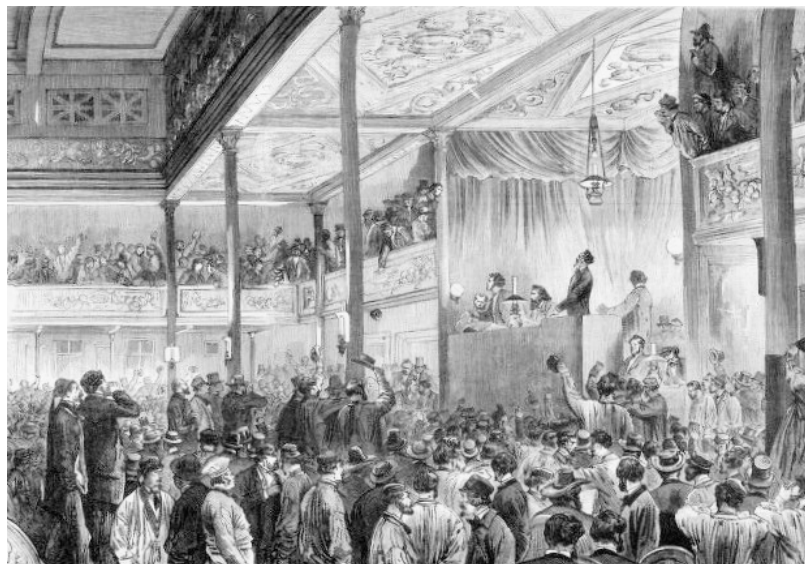
Mai 1871: les troupes versaillaises occupent la plupart des forts entourant Paris, avec l'assentiment de l'empire allemand. La colonne Vendôme, symbole de l'impérialisme de Napoléon 1^{er}, est abattue le 16 mai. L'éducation gratuite, laïque et obligatoire est votée le 19 mai.

21 mai: Les troupes versaillaises entrent dans Paris par la Porte du Point-du-jour, dans le XVI^e. C'est le début de la Semaine Sanglante, les XVI^e et XV^e arrondissements sont occupés sans rencontrer de résistance.

22 mai: appel à la résistance de la Commune, Paris se couvre de barricades. Les Champs-Élysées sont occupés, les troupes versaillaises avancent tant au nord qu'au sud, et rencontrent peu de résistance dans la moitié ouest de la ville.

23 mai - 25 mai: en l'espace de trois jours, la Commune ne tient plus que les quartiers ouvriers de l'est parisien.

27 mai - 28 mai: les derniers combats ont lieu au Père Lachaise, où les ultimes défenseurs y sont fusillés. Ensuite, s'enchaînent les procès des communards, leur exécution ou leur déportation, principalement en Nouvelle-Calédonie. Paris sera mise sous la tutelle étatique d'un préfet jusqu'en 1977, date à laquelle elle recouvrera le droit d'avoir une mairie.



Réunion publique aux Folies Belleville, 1869
Gravure, auteur inconnu

de Proudhon, insurrectionnelles de Blanqui, socialistes de Fourier ou bien encore internationalistes et anti-cléricales. Ce type de démocratie directe, où chacun.e est libre de monter à la tribune pour exprimer son point de vue, aura cours sous la Commune.

Quant aux clubs, on retrouve leur trace lors de la Grande Révolution de 1789. Lieux d'acculturation de la bourgeoisie aux idées républicaines, leur vie est intimement liée aux groupes politiques qui forment l'Assemblée Nationale. Certains d'entre eux nous sont toujours familiers, comme celui des Jacobins, où se rencontraient nombre de députés de la Montagne (radicaux, favorables à une république parlementaire). Sous la Commune on retrouvera nombre de clubs, pour certains lieux de discussion, pour d'autres lieux d'organisation de la vie quotidienne: par exemple le club de la Révolution, régulièrement présidé par Louise Michel, décide que «les objets déposés au Mont-de-Piété seront remis gratuitement aux défenseurs de la cité et aux citoyens dans le besoin», ou bien encore que «les travaux entrepris par la Commune seront obligatoirement confiés aux corporations ouvrières»⁹. On retrouve aussi des décisions sur l'éducation gratuite, obligatoire et laïque des enfants, l'organisation d'ambulances ou bien encore l'interdiction du travail de nuit pour les boulangeries... soit une organisation en démocratie directe de tout ce qui fait la vie quotidienne, hors de la représentation parlementaire, hors de l'État, émancipé de l'Église.

'' Par leur faculté à penser ensemble des domaines de la formation sociale que la bourgeoisie s'acharne à maintenir séparés - la ville et la campagne, notamment, ou encore la théorie et la pratique, le travail intellectuel et le travail manuel, - les communards essayèrent de recommencer l'histoire de France sur des bases entièrement nouvelles. ''

Kristin ROSS, *L'imaginaire de la Commune*, La Fabrique, 2015, p.12

Luxe communal, l'égalité radicale au fondement des droits culturels

La notion de luxe communal fait sa première apparition en avril 1871 sous la plume du poète autodidacte et peintre sur étoffes Eugène Pottier, dans le manifeste de la Fédération des artistes. Initiée par le peintre Gustave Courbet, cette réunion se voulait le «ralliement

⁹ Édith THOMAS, *Les «Pétroleuses»*, Gallimard «Folio histoire», 2021 (1^{re} éd. 1963), p.153

de toutes les intelligences artistiques»¹⁰. Le manifeste revendique une fédération des artistes qui se réapproprie leurs outils et leurs lieux de production et de diffusion (ateliers, musées, salons), ainsi qu'une égalité des droits entre tous ses membres, compris comme toute personne qui, «comme un peintre ou un sculpteur, peut signer son œuvre»¹¹. Ces revendications sont à comprendre d'une part à la lumière de la situation des artistes et artisans d'art sous l'Empire, d'autre part l'influence que le pédagogue Joseph Jacotot (1770-1840) eut sur Eugène Pottier.

Sous l'Empire, les artistes doivent leurs privilèges à leur subordination à l'État, qui s'accorde le droit de déterminer qui est légitime à produire des œuvres. L'augmentation du nombre des artistes dans les années 1860 et leur manque d'opportunités de carrière les pousse à intégrer l'artisanat d'art, occupé par ailleurs par des ouvriers qualifiés. Cette prolétarianisation d'une partie du monde artistique ainsi que la situation de subordination qu'il partage avec les ouvriers qualifiés joue dans le désir d'une fédération des artistes, au sens large, qui se réapproprie ses outils de production.

Quant à Joseph Jacotot, Jacques Rancière montre dans *Le maître ignorant*¹² le caractère proprement original de ce pédagogue qui présupposait l'égalité radicale des intelligences. Renversant l'idée courante que le maître doit expliquer aux élèves, les faisant passer de l'ignorance au savoir, il montre que cela suppose un partage: il y a ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, et passer de l'un à l'autre suppose un explicateur. En somme: on ne pourrait s'émanciper de manière autonome. Il propose à la place cette figure du «maître ignorant»: il ne s'agit pas d'enseigner des savoirs, mais d'enseigner à l'autre qu'iel est capable d'apprendre ce qu'iel veut, d'adresser à l'autre un «qu'est-ce que tu en penses?» plutôt qu'un «voilà ce qui est».

«Toute la pratique de l'enseignement universel se résume à la question: et toi, qu'est-ce que tu en penses? Tout son pouvoir est enraciné dans la conscience d'émancipation qu'elle actualise dans le maître et suscite dans l'élève.»¹³

L'égalité radicale qui démonte les privilèges et les séparations – celle du maître et de l'élève, celle de l'artiste et de l'artisan, de l'intellectuel et du manuel – a bouleversé la manière de considérer l'art et l'éducation. On pourrait y voir deux héritages contemporains, l'éducation populaire et les droits culturels.

On retrouve dans les droits culturels la même dichotomie qu'opérait Jacotot quant à l'enseignement: le passage d'une éducation (démocratisation culturelle) descendante entre un sachant et un ignorant, à une éducation (culture démocratique) horizontale entre sachants/ignorants. Les droits culturels la participation de toutes et tous à la vie culturelle et considèrent que la culture est déjà présente en chacun.e, qu'il n'y a pas besoin de l'apporter. Compris comme désir d'égalité, le luxe communal peut être compris comme ferment des droits culturels actuels.

Kristin ROSS

Professeure de littérature comparée à l'université de New York et essayiste, spécialiste de l'histoire politique et culturelle française, son ouvrage *L'Imaginaire de la Commune* consacre toute une partie sur cette notion importante de luxe communal, dont je reprends les principales thèses.

Les autres visages de La Commune

Arbitrage entre la densité de l'évènement et la cohérence de ce mémoire, je n'aborderai pas ici des aspects pourtant très intéressants de la Commune:

- Son rapport ambigu avec les espaces ruraux: nombre des protagonistes de la Commune avaient compris l'importance d'une alliance avec la paysannerie, mais l'éloignement physique à cause du siège et l'efficace propagande versaillaise empêcha tout rapprochement.

- La place des femmes: l'ouvrage de l'historienne et archiviste Édith Thomas est riche de ces histoires d'organisations de femmes, loin du cliché versaillais de femmes rustres et incendiaires et loin de la figure tutélaire de Louise Michel. Elle participèrent comme les hommes aux débats et aux combats, subirent elles aussi les exécutions et les déportations

- L'influence que cet évènement eut sur la conception de la révolution prolétarienne de Marx, qui n'avait plus besoin d'un parti d'avant-garde pour guider les masses vers le Grand Soir

¹⁰ Kristin ROSS, *L'imaginaire de la Commune*, op. cit. p.67

¹¹ *ibid.* p.68

¹² Jacques RANCIERE, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard «10/18», 2004 (1^{er} éd. 1987)

¹³ op. cit. p.63

Le situationnisme

L'Internationale Situationniste (IS), comme nombre de mouvements artistiques/politiques qui eurent un rôle à jouer en mai 68, pâtit du discours que l'on tient sur l'évènement: ce mois-là aurait été une révolte sociétale, presque un caprice plutôt qu'une révolution sociale, tenue par la frange la plus agitée de la jeunesse étudiante, qui aurait fini par garnir les rangs des élites politiques et intellectuelles libérales-libertaires des années

80. Il s'agit bien pourtant d'un mouvement cherchant à s'émanciper des tutelles de l'État, du capitalisme et du marché de l'art, et utilisant pour cela des moyens inventifs et impertinents.

Les situationnistes considèrent qu'il faut une «transformation qualitative de la vie quotidienne»¹⁴ pour faire advenir des «situations», une notion dont le flou est délibérément entretenu mais qu'on pourrait comprendre comme l'ouverture au jeu et à la joie de la **vie quotidienne**, dont on choisirait les contours et les rythmes. Ils considèrent également que les configurations spatiales conditionnent les situations qui peuvent s'y produire: «c'est l'ambiance d'un quartier, sa composition sociale et sa physionomie architecturale qui décident de l'existence qu'on y mène, des rencontres qui s'y produisent»¹⁵. Il faudrait donc pouvoir agir sur la forme urbaine pour faire advenir les situations que l'on souhaite. La psychogéographie est la «science» qu'ils développent pour comprendre comment l'espace influence notre psyché, et la dérive est la méthode empirico/artistique qu'ils emploient pour y arriver.

Leur énergie et leur inventivité est à mettre en balance avec leur dogmatisme et leur goût du scandale, l'exclusion et le scandale faisant autant partie de leurs pratiques que le détournement artistique et la dérive psychogéographique. C'est ce qui en fait un mouvement difficile à s'approprier. Toutefois, il me semble que deux éléments peuvent les faire contribuer à une culture des précédents. Le premier, c'est leur manière de mettre en relation toute une nébuleuse de groupes partageant un programme commun. Le second, c'est leur grande proximité intellectuelle avec le philosophe Henri Lefebvre, qui précède et prolonge les analyses situationnistes et dont la pensée irrigue les luttes pour le droit à la ville et le champ de la géographie critique.

Politique des groupes

Les situationnistes participent d'une nébuleuse de mouvements politico-artistiques qui fondent des années 50 à 70 une contre-culture à tendance marxiste et libertaire, très inventive. Leur grande question est de se demander sur quelles bases peuvent s'allier ces mouvements porteurs de «subjectivités radicales»: faut-il soutenir ou fusionner avec les mouvements ouvriers, faut-il conserver la forme floue et affinitaire du mouvement artistique ou bien se structurer comme un syndicat ouvrier ? quels liens entretenir avec les groupes contestataires à l'international ?

Ils testèrent plusieurs configurations, notamment le rapprochement avec la formation politique Pouvoir Ouvrier qui défendait un communisme de conseils¹⁶, mais celle qui s'imposa fut la politique des groupes: une mise en relation internationale avec tous les groupes s'entendant sur un programme minimal, une manière décentralisée de faire de la politique, parallèle ou alternative à la politique conventionnelle. Cela peut nous rappeler l'organisation politique qu'esquissait la Commune: des coopératives, clubs et autres comités organisent la vie quotidienne et la production au sein de Communes, entités politiques et géographiques autonomes fédérées entre elles en dehors de tout État et de tout Marché.

Cela peut nous poser question quant à nos espaces communs contemporains: quels rôles peuvent-ils jouer dans l'espace politique ? Celui d'une

|| Asger Jorn, Attila Kotányi ou Alexander Trocchi défendront par exemple le projet d'un établissement de «bases situationnistes» reliées les unes aux autres, chargées d'inventer ici et maintenant des formes de vie collective alternatives et de propager des connaissances subversives. ||

Patrick MARCOLINI, *Le mouvement situationniste*, L'Échappée, 2013, p.131

petite histoire du situationnisme

Au sein du lettrisme mené par l'artiste Isidore Isou, un petit groupe, dont Guy Debord, Gil Wolman, Ivan Chtcheglov et Michèle Bernstein, souhaite intégrer la critique artistique du lettrisme dans le champ social et politique: fondation en 1952 de l'Internationale lettriste.

Développement des notions de situation, de la dérive comme méthode expérimentale, création de cartes psychogéographiques. Développement avec Constant de l'urbanisme unitaire, que l'on peut rapprocher de l'«art urbain» que souhaitaient mener les communards de 1871

En 1957, suite au rapprochement avec les anciens de CoBrA et le MIBI, création de l'Internationale Situationniste, mouvement artistico-politique. Liens forts avec Henri Lefebvre pendant 4 ou 5 ans, et participation au mouvement Socialisme ou Barbarie de Cornelius Castoriadis, ainsi qu'à sa branche politique, Pouvoir Ouvrier. Participation peu assumée mais formatrice à la revue *Arguments*, «laboratoire de la «nouvelle gauche» à la française» selon Patrick Marcolini.

En 1962, sortie de Socialisme ou Barbarie. Politique des groupes, soutien aux mouvements d'indépendance, aux guévaristes, aux communistes espagnols sous le régime de Franco. Intérêt pour tous les courants hétérodoxes du marxisme.

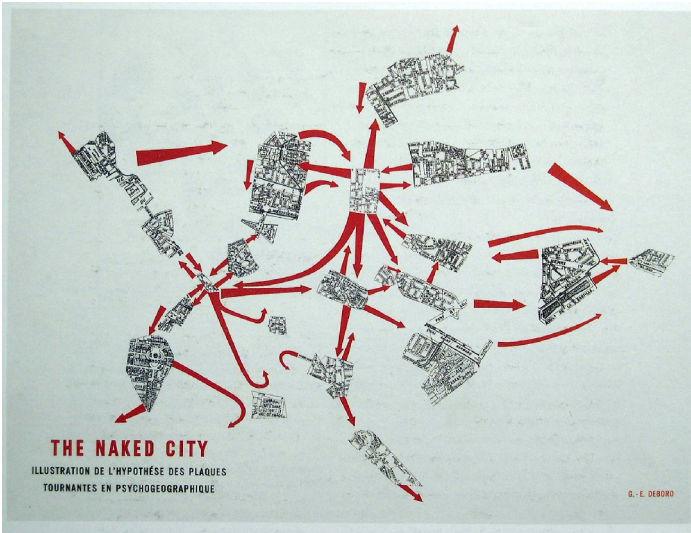
En 1967, sortie de *La société du spectacle* de Guy Debord et de *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem, ce dernier ayant été un succès auprès de la jeunesse contestataire de mai 68.

En 1972, auto-dissolution du mouvement.

¹⁴ Patrick MARCOLINI, *Le mouvement situationniste*, op. cit. p.54

¹⁵ *ibid.* p.8

¹⁶ Pouvoir Ouvrier, formation politique issue du groupe Socialisme ou Barbarie, scission libertaire et écologiste du trotskisme menée par Cornelius Castoriadis



composition avec l'État (étant un acteur incontournable, autant lui demander des subventions pour soutenir l'utilité sociale produite par nos lieux), d'un support (face aux carences de l'État-providence, faisons de nos lieux les supports de la solidarité), d'une séparation (faisons de nos lieux les bases d'une vie quotidienne en dehors des tutelles étatiques et des marchés) ?

Henri Lefebvre, intellectuel (presque) situationniste

Dans un entretien accordé à Kristin Ross en 1983¹⁷, Henri Lefebvre revient sur l'influence qu'eut son ouvrage *Critique de la vie quotidienne*¹⁸ sur le mouvement politico-artistique CoBrA, puis situationniste. La vie quotidienne y est un impensé, celui de la reproduction du capitalisme et des modes de vie dominants. Il faudrait alors subvertir

ce quotidien pour en révéler la teneur et en proposer d'autres, qui font place au jeu et s'émancipent des logiques capitalistes. Proche des surréalistes, l'art tient chez Lefebvre ce rôle de perturbateur du quotidien: on voit quelles proximités cela entretient avec les thèses situationnistes, et quel filtre cela peut présenter pour analyser la place de l'art dans les espaces communs.

C'est avec les situationnistes qu'il rédigea son ouvrage sur la Commune de Paris, et qu'en parallèle ils s'intéressèrent à la production de l'espace: l'espace est à la fois une construction sociale et le cadre des rapports sociaux. Comprendre quelles sont les conditions de production de l'espace et ce qu'il produit comme rapports sociaux, c'est se donner un cadre d'analyse pour imaginer d'autres manières de s'organiser.

Quelque peu oublié en France pendant les années 80-90, les thèses d'Henri Lefebvre ont alimenté un courant des sciences sociales initié par le géographe et économiste britannique David Harvey, la **géographie critique**. Reprenant à son compte l'importance que l'espace urbain a sur la reproduction des rapports sociaux capitalistes et la notion de **droit à la ville** comme droit collectif de participation à la production de l'espace, on peut citer ses ouvrages *Géographie de la domination*¹⁹ (recueil d'articles) et *Le capitalisme contre le droit à la ville: néolibéralisme, urbanisation, résistances*²⁰ comme introduction à sa pensée. La géographie critique s'est depuis répandue en France et se révèle très active, notamment sur les enjeux de gentrification urbaine et des dynamiques d'exclusion avec Anne Clerval²¹, de financiarisation de la production de l'espace urbain avec Antoine Guironnet²² ou des luttes urbaines avec Matthieu Adam²³, entre autres.

La géographie critique nous donne des outils pour comprendre les dynamiques sociales, politiques et économiques dans lesquelles sont pris les collectifs et les espaces communs qu'ils produisent. Par exemple, l'un des enjeux de ces espaces, toujours compris comme lieux autonomes producteurs d'alternatives, est d'échapper aux phénomènes de gentrification, compris comme une augmentation de la valeur foncière et locative d'espaces populaires, éloignant les classes populaires de leurs lieux de vie au profit des classes dominantes. Comprendre le rôle ambivalent de la petite bourgeoisie intellectuelle dans la valorisation symbolique des espaces populaires, comment les investisseurs choisissent les biens immobiliers qui garnissent leurs portefeuilles d'actifs, quel impact a une ligne de métro ou un grand événement sportif sur la valorisation foncière et sur la fixation du capital dans un territoire, tout cela nous permet de comprendre comment produire nos espaces communs.

17 Kristin ROSS, *Sur les situationnistes*, 1983
<http://revueperiode.net/sur-les-situationnistes-entretien-inedit-dhenri-lefebvre-avec-kristin-ross/>

18 Henri LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne I. Introduction*, L'Arche, 1958

19 David HARVEY, *Géographie de la domination*, Éditions Amsterdam, 2018

20 David HARVEY, *Le capitalisme contre le droit à la ville, Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Éditions Amsterdam, 2011

21 Anne CLERVAL, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, 2013

22 Antoine GUIRONNET, *Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance*, Les Étaques, 2022

23 Matthieu ADAM, Emeline COMBY (dir.), *Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville*, Éditions Amsterdam, 2020

conclusion

Ces deux jalons d'une «culture des précédents» résonnent avec les pratiques et les principes des espaces communs dans lesquels nous avons été immergé.es: une gouvernance démocratique et décentralisée faisant la part belle aux initiatives venant d'en bas, une appropriation des lieux pour faire émerger d'autres manières d'habiter de produire de cultiver de faire la fête ou de l'art, une conception démocratique de la culture et de l'apprentissage, un principe de solidarité et de non domination intégré dans toutes les pratiques et les relations.

Ils permettent aussi de voir que nos pratiques se nourrissent d'une histoire longue d'expériences, dans lesquelles on peut venir chercher de l'inspiration:

- Lisant l'expérience de la Commune comme un grand moment de fête et de bouleversement de la vie quotidienne par l'appropriation de ses espaces, Henri Lefebvre plaide pour un droit collectif à la ville, revendication toujours brûlante d'actualité tant la ville contemporaine exclut les citoyen.nes de sa production, et marginalise les plus vulnérables. La géographie critique, produit de cette revendication au droit de produire ses espaces de vie, nous permet de nous repérer dans la complexité des enjeux urbains pour penser le rôle qu'y occupent les espaces communs
- L'éducation populaire et des droits culturels viennent puiser dans les aspirations égalitaires qui eurent cours lors de la Commune, tant dans l'éducation que dans les arts
- Les situationnistes nous montrent que l'art peut être un moyen de subversion de la vie quotidienne pour y révéler l'emprise des modes de vie des classes dominantes. La dérive, le détournement, la distanciation permettent ce «pas de côté» qui rend envisageable l'alternative

Pour terminer, une ouverture vers l'imaginaire avec l'autrice de science-fiction Sabrina Calvo: avec ses deux ouvrages *Melmoth furieux* (2021) et *Toxoplasma* (2017), elle propose une relecture queer et cyborg de la Commune, situées respectivement dans le quartier de Belleville et sur l'île de Montréal.

Dans *Melmoth furieux*, la Commune de Belleville se défend contre les forces de la Souris Noire, version cauchemardesque de Disneyland alliées à un régime prédateur. Un être tissé des rêves arrachés aux enfants tente de vivre aux côtés d'une couturière révolutionnaire, tandis qu'une troupe d'enfants, les «têtards», s'approprient un lieu qu'ils nomment l'«Étang» et luttent comme hackers contre la Métrique, que l'on comprend comme la structure, utilitariste et totalisante, du régime autoritaire qui assiège la Commune. Roman queer et cyborg par son mélange des genres, le trouble sur la limite entre tissu et peau, rêve et réalité chez le poète Villon, l'alternance entre le réalisme de la vie de la Commune de Belleville et les passages épiques d'un assaut, presque *fantasy* avec ses créatures ailées et ses magiciennes, sur le château maudit de Disneyland. Une autre manière de s'emparer de nos précédents.

bibliographie

ESSAIS

- Antoine BURRET *Nos tiers-lieux. Défendre les lieux de sociabilité du quotidien*, FYP Éditions, 2023
- Anne CLERVAL *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, 2013
- Alain DALOTEL (dir.) *Aux origines de la Commune. Le mouvement des réunions publiques à Paris. 1868-1870*, Éditions François Maspero, 1980
- Antoine GUIRONNET *Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance*, Les Etiques, 2022
- David HARVEY *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Éditions Amsterdam, 2011
- David HARVEY *Géographie de la domination. Capitalisme et production de l'espace*, Éditions Amsterdam, 2018 (1^e éd. Routledge 2001)
- Henri LEFEBVRE *Critique de la vie quotidienne I. Introduction*, L'Arche, 1958 (1^e éd. Grasset 1947)
- Henri LEFEBVRE *La proclamation de la Commune. 26 mars 1871*, La Fabrique, 2018 (1^e éd. Gallimard 1965)
- Patrick MARCOLINI *Le mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*, L'Échappée, 2013
- Luca PATTARONI (dir.) *La contre-culture domestiquée. Art, espace et politique dans la ville gentrifiée*, MétisPresses, 2020
- Jacques RANCIERE *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard «10/18», 2004 (1^e éd. Fayard 1987)
- Kristin ROSS *La forme-Commune*, La Fabrique, 2023
- Kristin ROSS *L'imaginaire de la Commune*, La Fabrique, 2015
- Benjamin ROUX *L'art de conter nos expériences collectives*, Éditions du Commun, 2018
- Edith THOMAS *Les «Pétroleuses»*, Gallimard «Folio histoire», 2021 (1^e éd. Gallimard, 1963)
- David VERCAUTEREN *Micropolitiques des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*, Éditions Amsterdam, 2018 (1^e éd. HB 2007)

SITES

- Kristin ROSS / Henri LEFEBVRE <http://revueperiode.net/sur-les-situationnistes-entretien-inedit-dhenri-le-febvre-avec-kristin-ross/>

ROMANS

- Sabrina CALVO *Melmoth furieux*, Gallimard «Folio SF», 2023 (1^e éd. La Volte 2021)